

## 2 Politique

## Mise en place des Actes du Dialogue politique L'aspect social oublié ?

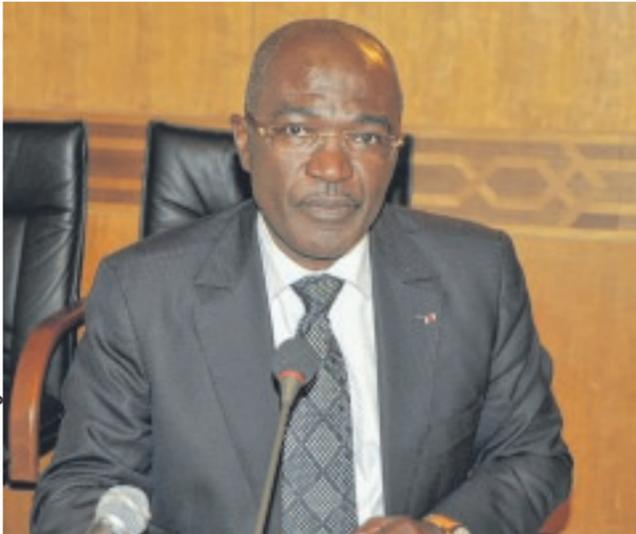
ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon

Depuis plusieurs jours déjà, sinon des semaines, des voix s'élèvent pour relever, pour le déplorer, le grand retard accusé dans la mise en place des recommandations des assises d'Angondjé. Du moins celles arrêtées de la phase qui a essentiellement regroupé les mouvements associatifs et des personnalités. D'aucuns estiment que les aspects politiques priment plus sur les autres. Et pourtant, plusieurs mesures économiques, administratives et sociales avaient aussi été prônées au cours de ce forum initié par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, au sortir de l'élection présidentielle d'août 2016.

LA mise place des Actes du Dialogue politique, organisé du 12 avril au 26 mai 2017 au stade d'Angondjé, dans la commune d'Akanda, au nord de Libreville, à l'initiative du chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, au sortir de la Présidentielle d'août 2016, a été à l'ordre du jour des sorties de plusieurs acteurs politiques depuis quelques temps. Certains déplorant plusieurs aspects dont la lenteur constatée au niveau des initiatives concernant les recommandations qui s'inscrivent dans les secteurs autres que la politique.

Ces derniers se basent sur le fait que depuis la fin des dites assises et la remise



Blaise Louembe, le ministre en charge des Relations avec les Institutions constitutionnelles, chargé de la mise en œuvre des Actes du dialogue.

du rapport final au président de la République, toutes les actions qui ont été menées s'avèrent exclusivement politiques. Du moins au niveau des textes de loi ou de décrets à prendre. Qu'il s'agisse de la formation d'un gouvernement d'ouverture, la révision de la Constitution, sans oublier la mise en place du Comité de suivi des Actes du Dialogue, le nouveau découpage électoral, etc. Et rien de concret, sinon presque, concernant par exemples les chapitres III et IV du rapport, respectivement consacrés à la "modernisation de la vie publique" et la "consolidation de la paix et de la cohésion nationale".

En guise de rappel, on soulignera que les Actes prévus dans le cadre de la "modernisation de la vie pu-

blique" tournent, entre autres, autour de : les conditions d'exercice de la liberté de la presse et de la communication ; les réformes dans l'administration ; la numérisation du fichier de l'état-civil ; la santé et la protection sociale ; l'égalité entre l'homme et la femme ; la lutte contre l'ethnisme, le tribalisme, le régionalisme et toute forme de discrimination ; la redynamisation des subdivisions des travaux publics dans les chefs-lieux des provinces ; l'éducation, la formation et l'emploi ; etc.

Au niveau de la "consolidation de la paix et de la cohésion nationale" aussi, de nombreuses initiatives avaient été recommandées par les assises d'Angondjé. Dans ce cadre, on peut citer, entre autres : l'éva-



Une vue des membres du bureau du Dialogue politique.

luation de l'efficacité des Agences en vue de leur restructuration, suppression ou fusion ; la possibilité des grâces présidentielles pour les détenus ou d'amnistie en faveur des acteurs politiques frappés d'inéligibilité par la Cour constitutionnelle, sous réserve des dispositions légales ; la création d'une Commission ad hoc chargée d'appuyer le Comité interministériel sur les violences post électorales de fin d'août 2016 dont les missions seront notamment de recenser, définir les critères, apprécier et proposer à l'indemnisation des victimes des événements post-électorales de 2009 et 2016...

**FRUSTRATION** • Autant de recommandations dont on parle plus, sinon très

peu, depuis la fin du Dialogue politique, au profit des aspects politiques. Même si, de manière officielle, la Commission ad hoc paritaire chargée du suivi-évaluation des Actes du Dialogue semble observer un mutisme face à cette situation (sans doute parce que d'abord préoccupée par ses propres conditions de travail), il n'en demeure pas moins que certains membres de ces structures ne cachent pas leur préoccupation et inquiétude.

C'est le cas de l'ancien ministre des droits de l'Homme, Alexandre Désiré Tapoyo, qui y représente la société civile (quoique se réclamant du Parti démocratique gabonais désormais). "En même temps qu'on a fait accélérer le texte sur la Constitution, on pouvait en insérer un sur le

social", s'est-il exprimé au cours d'une conférence de presse animée la semaine dernière. Et de poursuivre : "Je trouve que c'est lent, trop lent. La société civile au Comité de suivi est frustrée. On attend beaucoup plus l'impact social (...)". De là à penser que le gouvernement a volontairement oublié les autres aspects du Dialogue politique d'Angondjé !

Dans tous les cas, ceux qui soupçonnent l'Exécutif d'une telle posture, n'hésitent pas à y voir les causes de "l'inopérationalisation" dudit Comité de suivi. Situation qu'a d'ailleurs dénoncée récemment un groupe de partis politiques ayant participé au forum d'Angondjé. C'était à la faveur d'une conférence de presse qui a eu lieu au siège du Front d'égalité républicaine (FER).

## PDG/Tournée parlementaire du député du 6e arrondissement de Libreville La révision constitutionnelle au centre des débats

AEE

Libreville/Gabon

**PROFITANT** de l'inter session parlementaire, le député du Parti démocratique gabonais (PDG) dans le 6e arrondissement de Libreville, Jean-Marie Ntoutoume Essone, a effectué, samedi dernier, une tournée parlementaire dans son siège. L'objectif de ce périple était de débattre avec les populations sur les questions de la révision constitutionnelle. Cette tournée devrait se faire en plusieurs étapes. Cette première concernait les zones de Nzeng-Ayong Dragages, GP et Ondogho. A chacune d'elles, l'honorable député a longuement échangé sur la nouvelle Loi fondamentale récemment adoptée par le Parlement au cours de sa dernière session extraordinaire. "Les différents points de cette Constitution qui ont



Le député du 6e arrondissement de Libreville, Jean-Marie Ntoutoume Essone, échangeant ici...

été révisés, ne constituent nullement un frein à la démocratie comme semblent le penser certains compatriotes", a-t-il cru devoir préciser, pour dissiper le doute installé dans les esprits par les uns et les autres.

Et le député de poursuivre : "Au contraire, c'est pour

renforcer l'État de droit dans notre pays. Le Gabon est un pays qui fait des progrès en matière de démocratie. Nous avons tous les outils nécessaires qu'il faut. Chacun à son niveau jouant pleinement sa partition". Non sans en appeler à la vigilance des populations du 6e arrondissement qui sou-



...avec les populations de Nzeng-Ayong GP.

tiennent la politique du président de la République, Ali Bongo Ondimba, afin de ne pas se fier aux oiseaux de mauvais augure, tout juste prêts à tuer notre démocratie. "Tout ce que le président de la République entreprend, il le fait dans l'intérêt supérieur de la Nation et personne jusqu'à

preuve du contraire ne peut le nier. Toutes les réformes entreprises sont faites pour le bien-être des Gabonais", a déclaré l'élu du 6e arrondissement de Libreville. Les questions électorales n'étaient pas en marge au cours de cette tournée. Jean-Marie Ntoutoume Essone a appelé les militants

du PDG à resserrer les rangs et à se préparer en vue des échéances électorales à venir. Notamment les Législatives légalement prévues pour la fin du mois d'avril au plus tard, cela après plusieurs reports par la Cour constitutionnelle suite à des saisines du gouvernement.